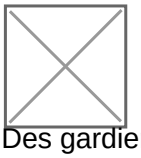
Dâ??aprÃ¨s les donnÃ©es des services de renseignement israÃ©liens, seul 1 dÃ©tenu sur 4 Ã Gaza est un combattant.

Description

Une base de donnÃ©es classifiÃ©e de lâ??armÃ©e israÃ©lienne indique que la grande majoritÃ© des 6 000 Palestiniens qui ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s Ã Gaza et dÃ©tenus dans des conditions Ã©pouvantables dans des centres de dÃ©tention israÃ©liens sont des civils, selon les conclusions dâ??une enquÃªte conjointe.

Par Yuval Abraham, 4 septembre 2025



Des gardiens de prison israÃ©liens surveillent un groupe de Palestiniens dÃ©tenus dans la bande de Gaza, dans une prison du sud dâ??IsraÃ«l, le 14 fÃ©vrier 2024. (Chaim Goldberg/Flash90)

Seul un Palestinien sur quatre capturÃ© par les forces israÃ©liennes Ã Gaza est identifiÃ© par lâ??armÃ©e comme militant. Les civils constituent la grande majoritÃ© des Â« combattants illÃ©gaux Â» dÃ©tenus dans les prisons israÃ©liennes depuis le 7 octobre, rÃ©vÃ¨le une enquÃªte menÃ©e par *+972 Magazine*, *Local Call* et *The Guardian*.

Câ??est ce qui ressort des chiffres obtenus Ã partir dâ??une base de donnÃ©es classifiÃ©e administrÃ©e par la direction du renseignement militaire israÃ©lien (connue sous lâ??acronyme hÃ©breu Â« Aman Â»), qui viennent sâ??ajouter aux statistiques officielles des prisons israÃ©liennes rÃ©vÃ©lÃ©es dans le cadre de procÃ©dures judiciaires. Les tÃ©moignages dâ??anciens dÃ©tenus palestiniens et de soldats israÃ©liens ayant servi dans des centres de dÃ©tention indiquent en outre quâ??IsraÃ«l a sciemment enlevÃ© des civils en masse et les a dÃ©tenus pendant de longues pÃ©riodes dans des conditions Ã©pouvantables.

Les chiffres relatifs aux dÃ©tentions citÃ©s par lâ??Ã?tat en mai en rÃ©ponse aux requÃªtes dÃ©posÃ©es auprÃ¨s de la Haute Cour ont rÃ©vÃ©lÃ© quâ??au total, 6 000 Palestiniens avaient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s Ã Gaza au cours des 19 premiers mois de la guerre et dÃ©tenus en IsraÃ«l en vertu dâ??une loi visant Ã incarcÃ©rer les Â« combattants illÃ©gaux Â». Cet outil juridique permet Ã IsraÃ«l dâ??emprisonner des personnes pour une durÃ©e indÃ©terminÃ©e, sans inculpation ni procÃ¨s, sâ??il existe des Â« motifs raisonnables Â» de croire quâ??elles ont participÃ© Ã des Â« activitÃ©s hostiles contre lâ??Ã?tat dâ??IsraÃ«l Â» ou quâ??elles sont membres dâ??un groupe qui sâ??est livrÃ© Ã de telles activitÃ©s.

Les responsables politiques, militaires et mÃ©diatiques israÃ©liens qualifient systÃ©matiquement tous les dÃ©tenus palestiniens originaires de Gaza de Â« terroristes Â», et le gouvernement nâ??a reconnu avoir arrÃªtÃ© ou dÃ©tenu aucun civil. Lâ??Administration pÃ©nitentiaire israÃ©lienne (IPS) a

affirmÃ© dans des rapports publics, sans fournir de preuves, que presque tous les Â« combattants illÃ©gaux Â» dÃ©tenus dans les prisons israÃ©liennes sont membres du Hamas ou du Jihad islamique palestinien (JIP).

Pourtant, les donnÃ©es obtenues Ã la mi-mai Ã partir de la base de donnÃ©es dâ??Aman, que les sources du renseignement ont dÃ©crite comme la seule source fiable pour dÃ©terminer qui lâ??armÃ©e considÃ¨re comme des combattants actifs Ã Gaza, ont montrÃ© quâ??IsraÃ«l nâ??avait arrÃªtÃ© que 1 450 personnes appartenant aux branches militaires du Hamas et du JIP, ce qui signifie quâ??environ les trois quarts des 6 000 dÃ©tenus nâ??appartenaient Ã aucune de ces deux organisations.

La base de donnÃ©es, dont lâ??existence a rÃ©cemment Ã©tÃ© rÃ©vÃ©lÃ©e par *+972*, *Local Call* et *The Guardian*, rÃ©pertorie les noms de 47 653 Palestiniens que lâ??armÃ©e considÃ¨re comme des militants du Hamas et du JIP (elle est rÃ©guliÃ¨rement mise Ã jour et inclut les personnes recrutÃ©es aprÃ¨s le 7 octobre). Ã? la mi-mai, IsraÃ«l avait arrÃªtÃ© environ 950 combattants du Hamas et 500 combattants du JIP, selon ces donnÃ©es.

La base de donnÃ©es ne contient pas dâ??informations sur les membres dâ??autres groupes armÃ©s Ã Gaza, qui, selon les rapports de lâ??IPS, reprÃ©sentent moins de 2 % des dÃ©tenus Â« combattants illÃ©gaux Â». Jusquâ??Ã 300 Palestiniens sont Ã©galement dÃ©tenus en IsraÃ«l pour avoir participÃ© aux attaques du 7 octobre ; ils ne sont pas considÃ©rÃ©s comme des Â« combattants illÃ©gaux Â», mais comme des dÃ©tenus criminels, car IsraÃ«l affirme disposer de preuves suffisantes pour les poursuivre.

Les mÃ©dias *+972*, *Local Call* et *The Guardian* ont obtenu les donnÃ©es chiffrÃ©es de la base de donnÃ©es sans les noms des personnes rÃ©pertoriÃ©es ni les renseignements qui les incriminent supposÃ©ment â?? dont la fiabilitÃ© est elle-mÃªme remise en question par les accusations portÃ©es contre des personnes comme le journaliste dâ??*Al Jazeera* Anas Al-Sharif, assassinÃ© le mois dernier.

Au cours de la guerre, en partie Ã cause de la surpopulation carcÃ©rale, IsraÃ«l a libÃ©rÃ© plus de 2 500 prisonniers classÃ©s comme Â« combattants illÃ©gaux Â», laissant entendre quâ??il ne les considÃ©rait pas vraiment comme des militants. En outre, 1 050 autres prisonniers ont Ã©tÃ© libÃ©rÃ©s dans le cadre dâ??Ã©changes de prisonniers conclus entre IsraÃ«l et le Hamas.

Au cours de la guerre, en partie Ã cause de la surpopulation carcÃ©rale, IsraÃ«l a libÃ©rÃ© plus de 2 500 prisonniers qui avaient Ã©tÃ© classÃ©s comme Â« combattants illÃ©gaux Â», insinuant ainsi quâ??il ne les considÃ©rait pas vraiment comme des militants. 1 050 autres ont Ã©tÃ© libÃ©rÃ©s dans le cadre dâ??Ã©changes de prisonniers convenus entre IsraÃ«l et le Hamas.

Les organisations de dÃ©fense des droits humains et les soldats israÃ©liens ont dÃ©crit une proportion encore plus faible de combattants parmi les personnes arrÃªtÃ©es Ã Gaza que celle qui ressort des donnÃ©es. En dÃ©cembre 2023, lorsque des photos montrant des dizaines de Palestiniens dÃ©nudÃ©s et enchaÃ®nÃ©s ont suscitÃ© lâ??indignation internationale, des officiers supÃ©rieurs ont admis au journal Haaretz que Â« 85 Ã 90 % Â» dâ??entre eux nâ??Ã©taient pas membres du Hamas.

Le Centre Al Mezan pour les droits humains, Ã©tabli Ã Gaza, a reprÃ©sentÃ© des centaines de civils dÃ©tenus dans les prisons israÃ©liennes. Son travail Â« met en Ã©vidence une campagne systÃ©matique de dÃ©tentions arbitraires visant les Palestiniens sans distinction, indÃ©pendamment de toute infraction prÃ©sumÃ©e Â», a dÃ©clarÃ© le directeur adjoint Samir Zaqout.

Â« Tout au plus, peut-Ãªtre un dÃ©tenu sur six ou sept pourrait avoir un lien avec le Hamas ou dâ??autres factions militantes, et mÃªme dans ce cas, pas nÃ©cessairement par le biais de leurs branches militaires. Dans de nombreux cas, lâ??affiliation politique Ã une faction palestinienne suffit Ã IsraÃ«l pour qualifier quelquâ??un de combattant Â».

Les Palestiniens qui ont Ã©tÃ© libÃ©rÃ©s des centres de dÃ©tention militaires israÃ©liens et des prisons IPS [IsraÃ«l Prison Service] au cours de la guerre ont tÃ©moignÃ© de conditions extrÃªmement difficiles, notamment dâ??abus et de tortures systÃ©matiques. Ã? la suite de ces pratiques, des dizaines de dÃ©tenus sont morts en dÃ©tention israÃ©lienne.

Le contournement de la procÃ©dure rÃ©guliÃ¨re

PromulguÃ©e en 2002, la loi sur lâ??incarcÃ©ration des combattants illÃ©gaux a Ã©tÃ© conÃ§ue pour permettre Ã IsraÃ«l de dÃ©tenir des personnes en temps de guerre sans avoir Ã les reconnaÃ®tre comme prisonniers de guerre, comme lâ??exigent les Conventions de GenÃ¨ve. La loi permet Ã©galement Ã IsraÃ«l de refuser aux dÃ©tenus lâ??accÃ¨s Ã un avocat pendant une pÃ©riode pouvant aller jusquâ??Ã 75 jours.

Les tribunaux israÃ©liens prolongent presque automatiquement la dÃ©tention des Palestiniens, en sâ??appuyant sur des Â« preuves secrÃ¨tes Â» lors dâ??audiences qui ne durent que quelques minutes. Selon les donnÃ©es du groupe israÃ©lien de dÃ©fense des droits humains HaMoked, lâ??IPS dÃ©tient actuellement environ 2 660 Gazaoui-es arrÃªtÃ©-es aprÃ¨s le 7 octobre en tant que Â« combattants illÃ©gaux Â», soit le nombre le plus Ã©levÃ© depuis le dÃ©but de la guerre. Les organisations juridiques estiment que des centaines dâ??autres sont actuellement dÃ©tenus dans des centres de dÃ©tention militaires israÃ©liens avant dâ??Ãªtre transfÃ©rÃ©s vers les prisons de lâ??IPS (en mai, le nombre total de dÃ©tenus Â« combattants illÃ©gaux Â» dans les prisons et les centres de dÃ©tention Ã©tait de 2 750, selon lâ??armÃ©e).

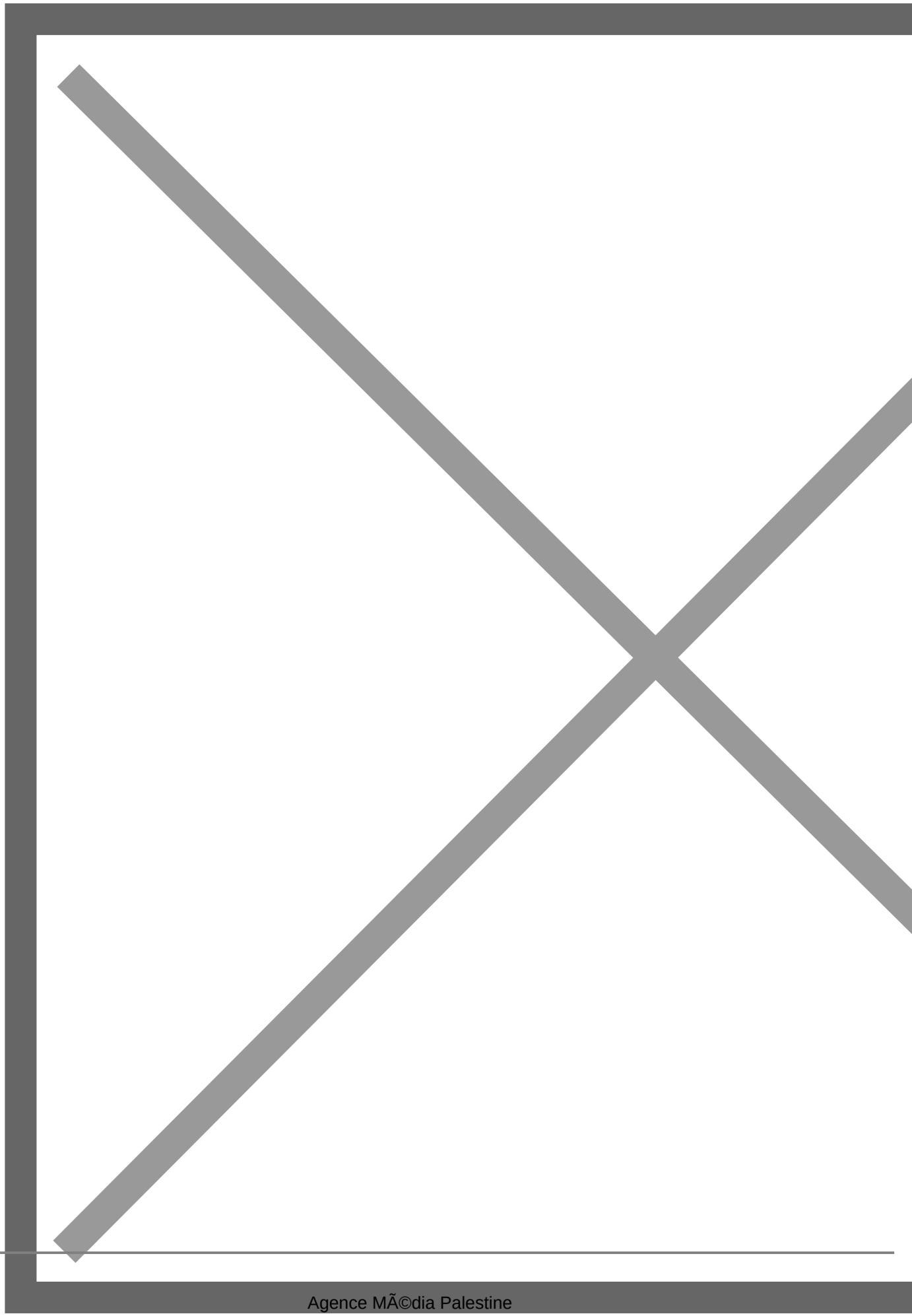
Â« Si IsraÃ«l devait juger tous [les dÃ©tenus], cela impliquerait de rÃ©diger des actes dâ??accusation spÃ©cifiques et de prÃ©senter des preuves Ã lâ??appui de ces allÃ©gations Â», a expliquÃ© Jessica Montell, directrice de HaMoked. Â« Une procÃ©dure rÃ©guliÃ¨re peut Ãªtre fastidieuse. Câ??est pourquoi ils ont crÃ©Ã© la loi sur les combattants illÃ©gaux, afin de contourner tout cela. Â»

Cette loi, a ajoutÃ© Montell, a facilitÃ© la Â« disparition forcÃ©e de centaines, voire de milliers de personnes Â» effectivement dÃ©tenues sans aucun contrÃ´le extÃ©rieur.

Le fait que les trois quarts des personnes dÃ©tenues en tant que Â« combattants illÃ©gaux Â» ne soient pas considÃ©rÃ©es, dans les propres registres de lâ??armÃ©e, comme appartenant aux branches armÃ©es du Hamas ou du JIP Â« sape toute justification de leur dÃ©tention Â», a expliquÃ© Tal Steiner, directeur du ComitÃ© public contre la torture en IsraÃ«l, dont les requÃªtes judiciaires contre lâ??incarcÃ©ration massive ont incitÃ© lâ??Ã?tat Ã fournir les donnÃ©es sur le nombre de dÃ©tenus depuis le 7 octobre.

Â« DÃ¨s que la vague dâ??arrestations massives a commencÃ© Ã Gaza en octobre 2023, on a sÃ©rieusement craint que de nombreuses personnes non impliquÃ©es soient dÃ©tenues sans motif Â», a poursuivi M. Steiner. Â« Cette crainte sâ??est confirmÃ©e lorsque nous avons appris que la moitiÃ© des personnes arrÃªtÃ©es au dÃ©but de la guerre avaient finalement Ã©tÃ© libÃ©rÃ©es, preuve que leur dÃ©tention Ã©tait sans fondement dÃ¨s le dÃ©part. Â»

Un officier de lâ??armÃ©e israÃ©lienne qui a dirigÃ© les opÃ©rations dâ??arrestations massives dans le camp de rÃ©fugiÃ©s de Khan YounÃ¨s a dÃ©clarÃ© Ã *+972*, *Local Call* et *The Guardian* que la mission de son unitÃ© Ã©tait de Â« vider Â» le camp et de forcer ses habitant-es Ã fuir plus au sud. Dans le cadre de cette mission, les dÃ©tenus ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s en masse et emmenÃ©s dans des installations militaires oÃ¹ ils ont Ã©tÃ© classÃ©s comme Â« combattants illÃ©gaux Â».



Des Palestiniens arrÃªtÃ©s par les forces israÃ©liennes Ã Beit Lahiya, dans le nord de la bande de Gaza, sont transfÃ©rÃ©s vers des zones proches de la plage, le 7 dÃ©cembre 2023. (RÃ©seaux sociaux ; utilisÃ© conformÃ©ment Ã la clause 27a de la loi sur le droit dâ??auteur)

Â« Tout le monde a Ã©tÃ© emmenÃ© dans de longs convois, la tÃªte recouverte dâ??un sac, vers la cÃ´te, Ã Al-Mawasi Â», a-t-il dÃ©clarÃ©. Â« [Ils ont Ã©tÃ© emmenÃ©s] dans ce que nous appelions un centre dâ??inspection, [oÃ¹] les gens Ã©taient contrÃ´lÃ©s. Chaque nuit, ils chargeaient un camion ouvert avec des dizaines, des centaines dâ??hommes, les yeux bandÃ©s, ligotÃ©s, empilÃ©s les uns sur les autres. Chaque nuit, un camion comme celui-ci partait pour IsraÃ«l. Â»

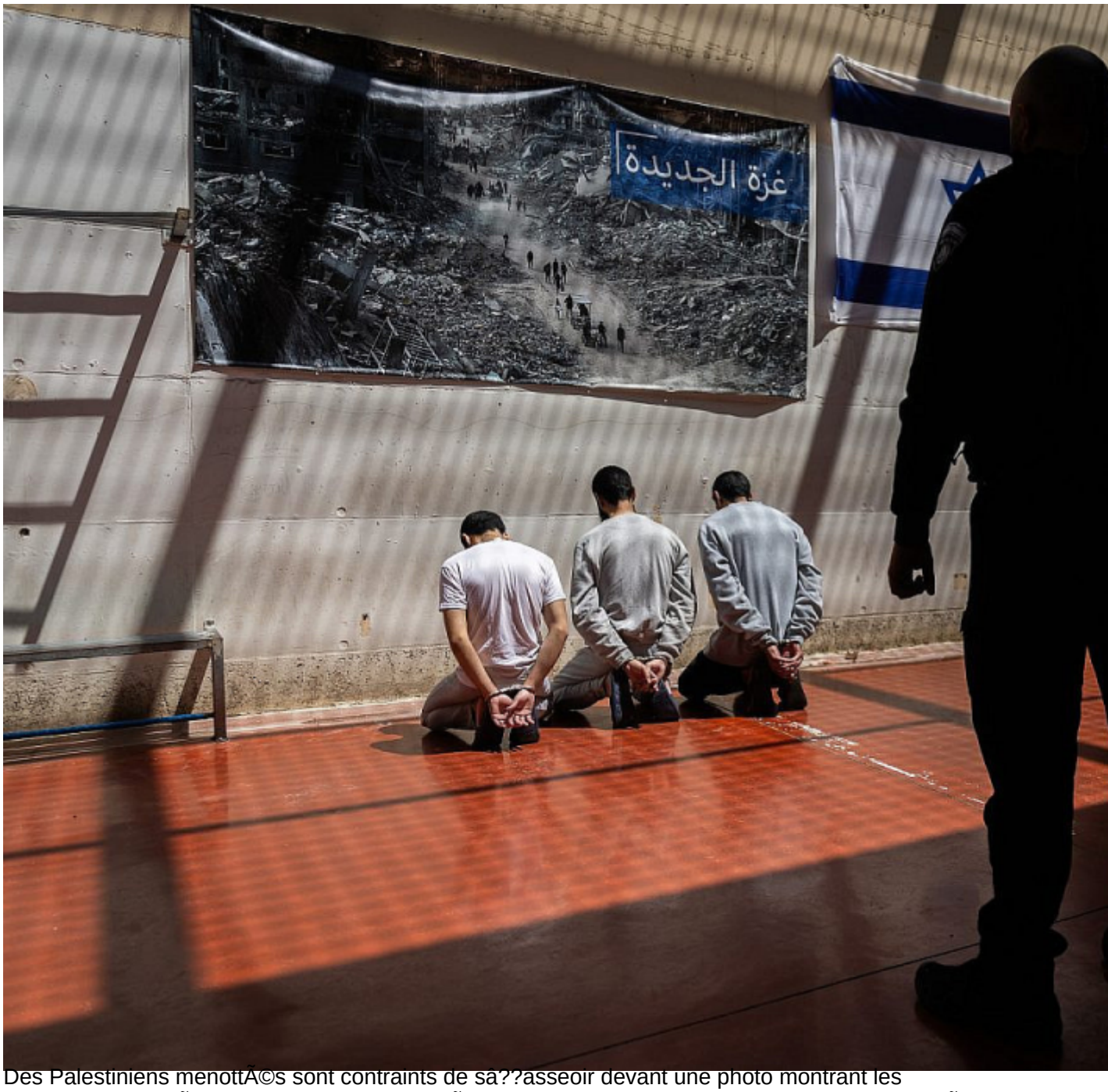
Lâ??officier a rÃ©alisÃ© quâ??aucune distinction nâ??Ã©tait faite Â« entre un terroriste entrÃ© en IsraÃ«l le 7 octobre et quelquâ??un travaillant pour les services des eaux Ã Khan YounÃ¨s Â», et que les arrestations Ã©taient pratiquement arbitraires, y compris celles de mineurs. Â« Câ??est inconcevable Â», a-t-il dÃ©clarÃ©. Â« Vous arrachez un homme, un garÃ§on, un jeune, Ã sa famille, et vous lâ??envoyez en IsraÃ«l pour Ãªtre interrogÃ©. Sâ??il revient un jour, comment pourra-t-il les retrouver ? Â»

Ahmad Muhammad, un homme de 30 ans du camp de rÃ©fugiÃ©s de Khan YounÃ¨s, a dÃ©clarÃ© avoir Ã©tÃ© contraint de marcher dans lâ??un de ces convois avec sa femme et ses trois enfants le 7 janvier 2024. Au poste de contrÃ´le, lâ??armÃ©e a annoncÃ© Ã lâ??aide dâ??un mÃ©gaphone que les hommes devaient sâ??arrÃªter, en les dÃ©signant Ã la couleur de leurs vÃªtements. Â« Chemise bleue, revenez, revenez Â», mâ??a criÃ© un soldat Â», se souvient-il.

Il a Ã©tÃ© sÃ©parÃ© avec un groupe dâ??autres hommes. Â« Nous Ã©tions un groupe de personnes choisies au hasard. Je travaille comme coiffeur dans le camp, je nâ??appartiens Ã aucune faction Â», a dÃ©clarÃ© Muhammad. Â« Chaque fois quâ??un soldat sâ??approchait, il nous insultait, jusquâ??Ã ce quâ??un camion arrive et que nous soyons jetÃ©s Ã lâ??intÃ©rieur, empilÃ©s les uns sur les autres, profondÃ©ment humiliÃ©s. Â»

Muhammad a Ã©tÃ© emmenÃ© Ã la prison du NÃ©guev et interrogÃ© au sujet des attentats du 7 octobre. Il a dit aux soldats quâ??il ne savait rien, mais ils lâ??ont maintenu en dÃ©tention pendant une annÃ©e entiÃ¨re. Ã? ce jour, il ne sait toujours pas pourquoi. Â« Jâ??ai vÃ©cu des jours difficiles en prison : maladie, froid, torture, humiliation Â», a-t-il expliquÃ©.

Muhammad a Ã©tÃ© libÃ©rÃ© en janvier de cette annÃ©e avec environ 2 000 autres prisonniers palestiniens dans le cadre de lâ??accord de cessez-le-feu entre IsraÃ«l et le Hamas. La moitiÃ© dâ??entre eux Ã©taient dÃ©tenus depuis le 7 octobre en vertu de la loi sur les combattants illÃ©gaux et se sont vu refuser lâ??accÃ¨s Ã un avocat ou Ã une procÃ©dure rÃ©guliÃ¨re pendant des mois.



Des Palestiniens menottÃ©s sont contraints de sâ??asseoir devant une photo montrant les destructions causÃ©es par lâ??offensive israÃ©lienne sur la bande de Gaza et un drapeau israÃ©lien, dans une prison du centre dâ??IsraÃ«l, le 6 mai 2025. (Chaim Goldberg/Flash90)

Â« Ils ne libÃ¨rent pas les otages, alors pourquoi devrions-nous les laisser partir ? Â»

Plusieurs soldats ont confirmÃ© Ã *+972, Local Call* et *The Guardian* avoir Ã©tÃ© tÃ©moins de la dÃ©tention massive de civils palestiniens dans des installations militaires israÃ©liennes. Un soldat qui a servi dans le tristement cÃ©lÃ¨bre centre de dÃ©tention de Sde Teiman a dÃ©clarÃ© quâ??un complexe Ã©tait surnommÃ© Â« lâ??enclos gÃ©riatrique Â» parce que tous les dÃ©tenus Ã©taient des personnes Ã¢gÃ©es ou gravement blessÃ©es, certaines dâ??entre elles ayant Ã©tÃ©

directement transfÃ©rÃ©es depuis les hÃ´pitaux de Gaza.

Â« Ils emmenaient tout simplement des foules entiÃ¨res de lâ??hÃ´pital indonÃ©sien [Ã Beit Lahiya] Â», a dÃ©clarÃ© le soldat. Â« Ils amenaient des hommes en fauteuil roulant, des personnes sans jambes ou dont les jambes Ã©taient pratiquement inutilisables. Je me souviens dâ??un homme de 75 ans dont les moignons Ã©taient gravement infectÃ©s. Jâ??ai toujours supposÃ© que le prÃ©texte invoquÃ© pour arrÃªter les patients Ã©tait quâ??ils avaient peut-Ãªtre vu les otages ou quelque chose comme Ã§a. Â» Tous, a-t-il ajoutÃ©, ont Ã©tÃ© dÃ©tenus dans Â« lâ??enclos gÃ©riatrique Â».

Un autre soldat qui commandait une Ã©quipe au dÃ©but de la guerre a dÃ©clarÃ© que lâ??armÃ©e avait arrÃªtÃ© un patient septuagÃ©naire Ã lâ??hÃ´pital Al-Shifa de Gaza. Â« Il est arrivÃ© attachÃ© Ã une civiÃ¨re. Il Ã©tait diabÃ©tique, souffrait de gangrÃ¨ne Ã la jambe et Ã©tait incapable de marcher. Il ne reprÃ©sentait aucun danger pour personne. Â» Cet homme a Ã©tÃ© transfÃ©rÃ© Ã Sde Teiman.

En plus de rassembler les civils blessÃ©s dans les hÃ´pitaux de Gaza et de les emprisonner dans des centres de dÃ©tention israÃ©liens, IsraÃ«l a arrÃªtÃ© des centaines de mÃ©decins qui les soignaient. Aujourdâ??hui, plus de 100 membres du personnel mÃ©dical de Gaza restent emprisonnÃ©s en tant que Â« combattants illÃ©gaux Â», selon Physicians for Human Rights-Israel (PHRI, MÃ©decins pour les droits humains), qui a publiÃ© en fÃ©vrier un rapport compilant les tÃ©moignages de 20 mÃ©decins et lanceurs dâ??alerte militaires dÃ©crivant des abus et des tortures.

Pour Naji Abbas, chef du dÃ©partement des prisonniers de PHRI, leurs tÃ©moignages rÃ©vÃ¨lent une pratique courante consistant Ã emprisonner des personnes pendant des mois aprÃ¨s un seul bref interrogatoire. Pour Abbas, cela contredit lâ??affirmation dâ??IsraÃ«l selon laquelle ces dÃ©tenus sont emprisonnÃ©s parce quâ??ils dÃ©tiennent des informations prÃ©cieuses sur les otages israÃ©liens capturÃ©s par le Hamas, et il considÃ¨re leur dÃ©tention comme faisant partie de lâ??attaque dâ??IsraÃ«l contre le systÃ¨me de santÃ© de Gaza.

Dans un tÃ©moignage recueilli par le PHRI, un chirurgien de lâ??hÃ´pital Nasser de Khan YounÃ¨s a dÃ©crit comment les soldats Â« sâ??asseyaient sur nous, nous donnaient des coups de pied avec leurs bottes et nous frappaient avec la crosse de leurs fusils Â». Dans un autre tÃ©moignage, le chef du service de chirurgie de lâ??hÃ´pital indonÃ©sien dÃ©clare : Â« Ils ont enfoncÃ© nos tÃªtes dans le gravier, encore et encore pendant quatre heures, nous ont sauvagement battus Ã coups de matraque et nous ont Ã©lectrocutÃ©s Â».

Un troisiÃ¨me mÃ©decin a dÃ©clarÃ© avoir Ã©tÃ© battu jusquâ??Ã ce que ses cÃ´tes soient cassÃ©es, tandis quâ??un chirurgien de lâ??hÃ´pital Al-Shifa a dÃ©crit des dÃ©tenus Ã©lectrocutÃ©s, ajoutant quâ??il avait entendu parler de prisonniers qui en Ã©taient morts. Â« Sur le chemin vers le centre dâ??interrogatoire, ils mâ??ont dit quâ??ils me couperaient les doigts parce que je suis dentiste Â», a tÃ©moignÃ© un autre mÃ©decin auprÃ¨s du PHRI.

Les mÃ©decins qui ont tÃ©moignÃ© auprÃ¨s du PHRI ont Ã©tÃ© classÃ©s comme Â« combattants illÃ©gaux Â». Lâ??un dâ??entre eux, le Dr Adnan Al-Bursh, chef du service dâ??orthopÃ©die de lâ??hÃ´pital Al-Shifa, est mort en dÃ©tention lâ??annÃ©e derniÃ¨re aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© arrÃªtÃ© en dÃ©cembre 2023. Selon sa famille, il a Ã©tÃ© torturÃ© Ã mort. Un autre, Iyad Al-Rantisi, directeur dâ??un hÃ´pital pour femmes Ã Gaza, est mort lâ??an dernier dans un centre dâ??interrogatoire du Shin Bet.

Le mÃ©decin qui a servi Ã Anatot a dÃ©clarÃ© que de nombreux mÃ©decins palestiniens y Ã©taient emprisonnÃ©s. Il se souvient dâ??un pÃ©diatre, menottÃ© et les yeux bandÃ©s, qui lâ??avait suppliÃ© en anglais : Â« Nous sommes vos collÃ¨gues, pouvez-vous mâ??aider ? Â»

En juin 2024, le chef du Shin Bet de lâ??Ã©poque, Ronen Bar, a envoyÃ© une lettre au Premier ministre Benjamin Netanyahu pour lâ??alerter sur une crise de surpopulation carcÃ©rale : le nombre de dÃ©tenus avait dÃ©passÃ© les 21 000 alors que la capacitÃ© dâ??accueil nâ??Ã©tait que de 14 500. Il dÃ©crit que le traitement des prisonniers Â« frÃ´lait la maltraitance Â», exposant les fonctionnaires Ã dâ??Ã©ventuelles poursuites pÃ©nales Ã lâ??Ã©tranger.

Le traitement sÃ©vÃ¨re infligÃ© aux dÃ©tenus correspond aux dÃ©clarations du ministre de la SÃ©curitÃ© nationale, Itamar Ben Gvir, qui dÃ©clarait lâ??annÃ©e derniÃ¨re que lâ??une de ses principales prioritÃ©s Ã©tait dâ??Â« aggraver les conditions Â» des prisonniers palestiniens, notamment en ne leur fournissant quâ??une alimentation Â« minimale Â». De nombreux civils gazaouis arrÃªtÃ©s et emprisonnÃ©s par les forces israÃ©liennes ont tÃ©moignÃ© avoir Ã©tÃ© victimes de graves abus et de tortures.

Mais lâ??arrestation massive de mÃ©decins et dâ??autres civils semble Ã©galement avoir Ã©tÃ©, au moins en partie, destinÃ©e Ã crÃ©er un moyen de pression pour les nÃ©gociations sur les otages. Lorsque le directeur de lâ??hÃ´pital Al-Shifa, Mohammed Abu Salmiya, a Ã©tÃ© libÃ©rÃ© lâ??annÃ©e derniÃ¨re, le dÃ©putÃ© Simcha Rothman, prÃ©sident de la commission de la Constitution, du droit et de la justice de la Knesset, sâ??est plaint quâ??il ait Ã©tÃ© libÃ©rÃ© Â« sans Ã©change dâ??otages Â». Lors de la mÃªme rÃ©union de la commission, le dÃ©putÃ© Almog Cohen a dÃ©clarÃ© quâ??IsraÃ«l avait manquÃ© lâ??occasion de Â« sâ??emparer dâ??un symbole important Ã Gaza Â» dans le but de lâ??utiliser Ã bon escient dans le cadre dâ??un accord.

Â« Nous avons continuÃ© Ã libÃ©rer des personnes Â« gratuitement Â», ce qui a mis [les soldats] en colÃ¨re Â», a expliquÃ© un soldat qui Ã©tait stationnÃ© dans un centre de dÃ©tention. Â« [Les soldats] disaient : Â« Ils ne rendent pas les otages, alors pourquoi devrions-nous les laisser partir ? Â»



Prisonniers palestiniens sur le point dâ??Ãªtre libÃ©rÃ©s. Ils portent des chemises IPS arborant le logo du service pÃ©nitentiaire, une Ã©toile de David et la phrase en arabe : Â« Nous nâ??oublierons ni ne pardonnerons Â», 15 fÃ©vrier 2025. (Service pÃ©nitentiaire israÃ©lien)

Â« LÃ©galiser lâ??enlÃ¨vement Â»

Peu de cas illustrent aussi clairement la cruautÃ© arbitraire de la politique dâ??incarcÃ©ration massive menÃ©e par IsraÃ«l que celui de Fahamiya Al-Khalidi, arrÃªtÃ©e par des soldats dans une Ã©cole du

quartier de Zeitoun, Ã Gaza, le 9 dÃ©cembre 2023.

Alors Ã¢gÃ©e de 82 ans, elle souffrait de la maladie dâ??Alzheimer et avait du mal Ã marcher seule. Lâ??armÃ©e israÃ©lienne lâ??a nÃ©anmoins emmenÃ©e au centre de dÃ©tention militaire dâ??Anatot avant de la transfÃ©rer le lendemain Ã la prison de Damon, dans le nord dâ??IsraÃ«l, oÃ¹ elle a Ã©tÃ© incarcÃ©rÃ©e pendant six semaines. Un document provenant de la prison rÃ©vÃ¨le quâ??elle a Ã©tÃ© dÃ©tenue en vertu de la loi sur les combattants illÃ©gaux, confirmant les informations publiÃ©es pour la premiÃ¨re fois dans *Haaretz* au dÃ©but de lâ??annÃ©e 2024.

Lâ??armÃ©e israÃ©lienne a dâ??abord dÃ©clarÃ©, en rÃ©ponse Ã notre demande, quâ??Al-Khalidi avait Ã©tÃ© arrÃªtÃ©e Â« afin dâ??Ã©carter toute implication dans des activitÃ©s terroristes Â». Elle a ensuite dÃ©clarÃ© quâ??elle avait Ã©tÃ© dÃ©tenue Â« sur la base de renseignements spÃ©cifiques la concernant personnellement Â», ajoutant que Â« compte tenu de son Ã©tat actuel, la dÃ©tention nâ??Ã©tait pas appropriÃ©e et rÃ©sultait dâ??une erreur de jugement locale et isolÃ©e Â».

Un mÃ©decin militaire stationnÃ© Ã Anatot a dÃ©clarÃ© Ã *+972*, *Local Call* et *The Guardian* quâ??il avait Ã©tÃ© appelÃ© pour soigner Al-Khalidi aprÃ¨s quâ??elle se soit effondrÃ©e la premiÃ¨re nuit suivant son arrivÃ©e. Â« Elle est tombÃ©e et sâ??est blessÃ©e, probablement Ã cause des barbelÃ©s Â», a-t-il racontÃ©. Â« Nous lui avons recousu la main au milieu de la nuit. Â» Les photos prises par le mÃ©decin, vues par *+972*, *Local Call* et *The Guardian*, confirment sa prÃ©sence Ã Anatot au moment oÃ¹ Al-Khalidi y Ã©tait dÃ©tenue.

Dâ??aprÃ¨s le soldat, Al-Khalidi ne se souvenait pas de son Ã¢ge et pensait quâ??elle Ã©tait toujours Ã Gaza, mais lâ??armÃ©e la considÃ©rait nÃ©anmoins comme une militante. Â« Ils disent aux soldats que cette personne est une Â« combattante illÃ©gale Â», ce qui Ã©quivaut Ã une terroriste Â», explique-t-il.

Â« Quand Al-Khalidi est arrivÃ©e, je me souviens quâ??elle boitait fortement en se dirigeant vers la clinique. Et elle est classÃ©e comme combattante illÃ©gale. La faÃ§on dont cette Ã©tiquette est utilisÃ©e est insensÃ©e. Â»

Al-Khalidi Ã©tait lâ??une des quelque 40 femmes que le soldat se souvient avoir vues Ã Anatot au cours des deux mois quâ??il a passÃ©s dans cet Ã©tablissement. Â« Il y avait une femme qui avait fait une fausse couche ; les gardes qui la surveillaient ont dit quâ??elle saignait abondamment. Une autre femme, une mÃ¨re allaitante emmenÃ©e sans son bÃ©bÃ©, voulait continuer Ã allaiter pour conserver son lait. Â»

Abeer Ghaban, 40 ans, Ã©tait dÃ©jÃ dÃ©tenue Ã la prison de Damon lorsque Al-Khalidi est arrivÃ©e. Elle a dÃ©clarÃ© que la vieille femme semblait effrayÃ©e et que son visage et ses mains Ã©taient enflÃ©s. Au dÃ©but, Al-Khalidi ne parlait pratiquement pas aux autres dÃ©tenues, mais celles-ci ont peu Ã peu appris quâ??elle sâ??Ã©tait enfuie lorsque lâ??armÃ©e israÃ©lienne avait menacÃ© de bombarder son immeuble, et quâ??elle avait ensuite Ã©tÃ© arrÃªtÃ©e.

Ghaban a dÃ©clarÃ© avoir passÃ© des semaines Ã sâ??occuper dâ??Al-Khalidi pendant la pÃ©riode oÃ¹ elles Ã©taient incarcÃ©rÃ©es ensemble. Â« Nous la nourrissions de nos propres mains Â», se souvient-elle.

Â« Nous la changions. Elle se dÃ©plaÃ§ait en fauteuil roulant. Â»

Ghaban explique quâ??Ã une occasion, les gardiens de prison se sont moquÃ©s dâ??Al-Khalidi jusquâ??Ã ce quâ??elle tente de sâ??enfuir, heurte une clÃ´ture et se blesse.

Ghaban Ã©levait seule ses trois enfants, Ã¢gÃ©s de 10, 9 et 7 ans, depuis des annÃ©es. Ils ont donc dÃ» se dÃ©brouiller seuls lorsque les soldats israÃ©liens lâ??ont arrÃªtÃ©e Ã un poste de contrÃ´le Ã Gaza en dÃ©cembre 2023. Ghaban a compris lors de son interrogatoire que lâ??armÃ©e avait confondu son mari, un agriculteur, avec un membre du Hamas portant exactement le mÃªme nom. Un soldat a admis cette erreur aprÃ¨s avoir comparÃ© des photos, mais elle a Ã©tÃ© maintenue en prison pendant six semaines supplÃ©mentaires, inquiÃ¨te pour ses enfants.

Les deux femmes ont Ã©tÃ© libÃ©rÃ©es ensemble en janvier 2024, sans explication. Ghaban a aidÃ© Al-Khalidi Ã contacter ses enfants, qui vivent Ã lâ??Ã©tranger, et elle a retrouvÃ© ses propres enfants mendiant dans la rue, Ã peine reconnaissables. Â« Ils Ã©taient en vie Â», a-t-elle dÃ©clarÃ©, Â« mais voir lâ??Ã©tat dans lequel ils avaient Ã©tÃ© pendant 53 jours sans moi mâ??a brisÃ© le cÅ?ur Â».

Un journaliste a filmÃ© Al-Khalidi Ã Rafah aprÃ¨s sa libÃ©ration, dÃ©sorientÃ©e et confuse, sans aucun membre de sa famille. Elle ne se souvenait pas combien de temps elle avait Ã©tÃ© dÃ©tenue. Â« Ils mâ??ont emmenÃ©e de lâ??Ã©cole Â», a-t-elle dÃ©clarÃ©, toujours vÃªtue dâ??un pantalon de prison gris. Â« Jâ??ai beaucoup souffert. Â»

Le droit international autorise lâ??internement de civils uniquement sâ??ils reprÃ©sentent une menace impÃ©rative pour la sÃ©curitÃ©, et garantit des droits fondamentaux quâ??IsraÃ«l viole, a dÃ©clarÃ© Michael Sfard, lâ??un des principaux avocats israÃ©liens spÃ©cialisÃ©s dans les droits humains.

Â« Les conditions de dÃ©tention des Gazaouis en IsraÃ«l ne respectent absolument pas, de toute Ã©vidence, les dispositions de la quatriÃ¨me Convention de GenÃ¨ve Â», a-t-il expliquÃ©, soulignant que les violences, la privation de nourriture et le refus des visites de la Croix-Rouge et des communications avec la famille sont monnaie courante. La lÃ©gislation utilisÃ©e pour les dÃ©tenir, a-t-il ajoutÃ©, constitue elle-mÃªme Â« une violation flagrante du droit international Â».

Hassan Jabareen, directeur du groupe palestinien de dÃ©fense des droits juridiques Adalah, basÃ© Ã HaÃ¯fa, partage cet avis. Â« La loi sur les combattants illÃ©gaux est conÃ§ue pour faciliter la dÃ©tention massive de civils et les disparitions forcÃ©es, lÃ©galisant de fait lâ??enlÃ¨vement de Palestiniens Ã Gaza Â», a-t-il dÃ©clarÃ©. Â« Elle prive les dÃ©tenus des protections garanties par le droit international, y compris les garanties spÃ©cifiquement destinÃ©es aux civils, en utilisant lâ??Ã©tiquette de Â« combattant illÃ©gal Â» pour justifier le dÃ©ni systÃ©matique de leurs droits. Â»

Lâ??armÃ©e israÃ©lienne nâ??a pas initialement dÃ©menti les chiffres citÃ©s dans cet article, avant de dÃ©clarer par la suite que ces chiffres Ã©taient Â« incorrects Â» et dâ??affirmer que nos affirmations Â« reflÃ©taient une mauvaise comprÃ©hension des procÃ©dures de dÃ©tention en IsraÃ«l Â».

Et de poursuivre : Â« Les forces de dÃ©fense israÃ©liennes sont tenues dâ??arrÃªter les suspects sur le terrain, soit sur la base de renseignements existants, soit en raison dâ??un doute raisonnable dÃ©coulant des circonstances de leur arrestation, et dâ??examiner lesquels dâ??entre eux sont

impliquÃ©s dans des activitÃ©s terroristes. Lâ??armÃ©e israÃ©lienne rejette catÃ©goriquement les allÃ©gations de dÃ©tentions arbitraires.

Â« Avant la dÃ©livrance dâ??une ordonnance dâ??internement permanent, et dans le cadre de la procÃ©dure standard, une ordonnance de dÃ©tention provisoire est dÃ©livrÃ©e Ã lâ??encontre du dÃ©tenu en vertu de la loi sur les combattants illÃ©gaux, autorisant sa dÃ©tention pendant une pÃ©riode limitÃ©e au cours de laquelle une enquÃªte et une Ã©valuation sont menÃ©es. Pendant cette pÃ©riode, il nâ??est pas encore dÃ©terminÃ© si la personne peut Ãªtre qualifiÃ©e de combattant illÃ©gal. Ce nâ??est que si la personne est jugÃ©e conforme aux critÃ¨res et reprÃ©sente une menace pour la sÃ©curitÃ© quâ??un ordre dâ??internement permanent est dÃ©livrÃ© en vertu de cette loi. Toute personne dÃ©tenue en vertu dâ??un ordre dâ??internement permanent fait lâ??objet dâ??un contrÃ´le judiciaire devant un juge du tribunal de district aprÃ¨s la dÃ©livrance de lâ??ordre, puis tous les six mois tant quâ??elle reste en dÃ©tention.

La plupart des personnes dÃ©tenues en vertu de la loi sur les combattants illÃ©gaux sont membres dâ??organisations terroristes, tandis que dâ??autres ont participÃ© Ã des activitÃ©s terroristes sans Ãªtre affiliÃ©es Ã un groupe spÃ©cifique. Les dÃ©tenus reÃ§oivent des soins mÃ©dicaux appropriÃ©s, qui comprennent un examen par un mÃ©decin Ã leur admission dans le centre de dÃ©tention et des examens mÃ©dicaux rÃ©guliers pour surveiller leur Ã©tat de santÃ©. Si nÃ©cessaire, les dÃ©tenus sont transfÃ©rÃ©s vers des hÃ´pitaux pour y Ãªtre soignÃ©s. Les dÃ©tenus qui nÃ©cessitent une surveillance mÃ©dicale peuvent Ãªtre dÃ©tenus ensemble afin de faciliter lâ??accÃ¨s et les soins par le personnel mÃ©dical. Â»

Emma Graham-Harrison, du *Guardian*, a contribuÃ© Ã cet article.

Traduction : JC pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : *+972*

date crÃ©Ã©e
2025/09/09